



CHAPITRE 8

Loi instituant une enquête sur le problème
du logement

[Sanctionnée le 11 mars 1948]

Préam-
bule.

ATTENDU que la paralysie de l'industrie du bâtiment depuis plusieurs années et les déplacements de la population, particulièrement pendant la guerre, ont provoqué une crise aiguë de l'habitation dans le pays et notamment dans la province;

Attendu qu'à cause de l'ampleur et de la complexité du problème, ainsi que des énormes dépenses que sa solution est susceptible d'entraîner, il convient de l'étudier soigneusement sous tous ses angles en vue de trouver une solution d'ensemble qui soit juste, efficace, raisonnable et pratique;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Commis-
sion d'en-
quête.

1. Une commission, composée d'au moins trois et d'au plus cinq personnes, dont un président, est instituée pour faire enquête sur le problème du logement dans la province.

Secrétaire.

Un secrétaire peut être adjoint à cette commission.

Nomina-
tion.

Les commissaires et le secrétaire sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe leur rémunération.

Devoirs.

2. Cette commission doit notamment

CHAPTER 8

An Act instituting an inquiry into the
housing problem

[Assented to, the 11th of March, 1948]

Preamble.

WHEREAS for several years the crippled state of the building industry and the displacement of the population, especially during the war, have caused an acute housing shortage in the country and more particularly in the Province;

Whereas on account of the extent and complexity of the problem, as well as the enormous expenditures which its solution is likely to entail, it is advisable that it should be studied under all its aspects in order to find a just, effective, reasonable and practical solution of the problem as a whole;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Inquiry
commis-
sion.

1. A commission composed of at least three and not over five persons, of whom one shall be chairman, is instituted to inquire into the housing problem in the Province.

A secretary may be appointed to the commission.

The commissioners and the secretary shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix their salaries.

Duties.

2. This commission shall more particularly

a) établir le bilan de la situation du logement dans la province;

b) faire un relevé précis des besoins, à cet égard, de toute municipalité affectée par la crise du logement;

c) étudier les causes de cette situation et les remèdes qui conviennent;

d) indiquer les mesures à prendre pour obtenir des matériaux de construction à prix raisonnables et généralement pour accélérer la construction et en diminuer le coût;

e) rechercher les moyens de procurer aux familles de revenus modestes, à des prix à leur portée, des habitations salubres répondant à leurs besoins;

f) suggérer des mesures appropriées pour faire disparaître les taudis et autres logements insalubres;

g) étudier la possibilité et l'opportunité d'établir un crédit urbain d'habitation et en suggérer les modalités;

h) proposer des formules de collaboration juste et équitable entre les constructeurs, les sociétés ou syndicats coopératifs, les administrations publiques et toutes personnes intéressées, pour apporter une solution définitive au problème de l'habitation.

a. draw up a summary of the housing situation in the Province;

b. make an exact statement, in this respect, of the needs of any municipality affected by the housing shortage;

c. study the causes of this situation and the suitable remedies for same;

d. point out the measures to be taken to obtain building material at reasonable prices and generally to hasten construction and lower its cost;

e. seek the means to procure for families with moderate incomes, and at prices within their reach, sanitary dwellings suitable to their needs;

f. suggest suitable measures to eliminate slums and other insanitary lodgings;

g. study the possibility and timeliness of establishing a town housing credit system and suggest its modalities;

h. propose forms of a just and fair collaboration between builders, cooperative societies or syndicates, public administrations and all interested persons, in view of definitively solving the housing problem.

Contin-
gences
envisa-
gées.

3. Dans son enquête, la commission doit tenir compte de la nécessité de préserver l'économie rurale, d'éviter l'exode des campagnes vers les villes et de sauvegarder l'œuvre du crédit agricole du Québec.

3. In its inquiry, the commission shall bear in mind the necessity of preserving rural economy, preventing the exodus from country to town and safeguarding the work of the Quebec Farm Credit.

Contin-
gences
contem-
plated.

Pouvoirs.

4. La commission et chacun des commissaires sont, aux fins de cette enquête, investis de tous les pouvoirs et attributions des commissaires nommés sous la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1941, chapitre 9). Ils doivent recueillir tous renseignements utiles et peuvent interroger toutes personnes et visiter tous établissements à cette fin.

4. The commission and each of the commissioners shall, for the purposes of this inquiry, be invested with all the powers and attributions of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1941, chapter 9). They shall gather all useful information and may for this purpose question any person and visit any establishment.

Powers.

Diligence.

5. Les commissaires doivent, dès leur nomination, procéder à cette enquête et la conduire avec toute la diligence possible.

5. As soon as appointed, the commissioners shall proceed with the inquiry and conduct it with all possible diligence.

Diligence.

Rapport.

Dès qu'elle est terminée, ils doivent dresser et transmettre au lieutenant-gouverneur en conseil le rapport de leurs constatations et de leurs recommandations.

As soon as it is finished, they shall draw up and forward to the Lieutenant-Governor in Council a report of their findings and of their recommendations.

Report.

Dépenses.

6. Le gouvernement est autorisé à dépenser, à même le fonds consolidé du revenu, pour les traitements des commissaires et du secrétaire et leurs déboursés, une somme n'excédant pas cent mille dollars.

Entrée en vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6. The Government is authorized to spend, out of the consolidated revenue fund, a sum not exceeding one hundred thousand dollars for the salaries of the commissioners and the secretary and their disbursements.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.